

Septembre 1983, triste anniversaire. Il y a dix ans, en septembre 1973, l'armée chilienne, sous la conduite du général Pinochet, effectua son coup d'Etat, préparé depuis longtemps et qui projetait son ombre menaçante depuis des mois, à la vue de tous ceux qui ne voulaient pas faire les autruches.

Ainsi, à la veille du coup d'Etat, le 3 septembre 1973, de gigantesques démonstrations avaient paralysé Santiago et même d'autres grandes villes du Chili. Rien qu'à Santiago, presque 1 million de personnes avaient investi la place face à La Moneda, exigeant la distribution d'armes pour enrayer le proche coup d'Etat. Allende leur demanda de se disperser et de ne pas s'armer, « pour ne pas provoquer l'armée », « respecter la démocratie » et « continuer à préparer la transition vers le socialisme démocratique ». Air connu et dont l'épilogue, lui aussi bien connu, se termine toujours par les massacres et la loi martiale.

En France, tous les leaders réformistes, PCF compris, ont désigné comme principal coupable du putsch l'Etat américain, minimisant au maximum le rôle de l'Etat chilien en général, celui du gouvernement chilien d'Union populaire (UP) en particulier. Ils ont tous versé des larmes de crocodile sur le cadavre d'Allende en passant sous silence qu'il avait lui-même livré les prolétaires chiliens à son ministre Pinochet. Car quiconque voit plus loin que les belles phrases sur « le socialisme à la chilienne » ne peut pas oublier que c'est aussi la gestion de l'Etat à la mode de l'Unité populaire qui a conduit à désarmer les prolétaires, à tous les sens du terme, gestion faite de défense affichée de la propriété, dans les villes comme dans les campagnes et des institutions d'Etat, contre les moindres tentatives de les remettre en cause. L'expérience, certes limitée dans ses objectifs, des cordons industriels, qu'Allende et sa clique au pouvoir tentèrent de détruire, y compris par la violence, est édifiante à cet égard.

Revenons brièvement sur les années précédentes. C'est surtout à partir de 1967 que les grèves de même que les occupations de grands domaines prennent leur essor. Jusqu'à la veille des présidentielles, alors que le gouvernement Frei, démocrate chrétien (DC), est en pleine décomposition, les partis d'opposition, Parti communiste chilien (PCC) compris, font le maximum pour le sauver. Ainsi, en octobre 1969, lors de la tentative de putsch du régiment de Tacnazo contre le gouvernement Frei, le PCC et la Centrale unitaire des travailleurs (CUT) appellent « les travailleurs à faire grève et à manifester dans le calme pour soutenir le gouvernement », le même gouvernement qui leur tire dessus !

Mais la situation est de plus en plus tendue, avec la généralisation des grèves, des occupations, etc., dans les villes comme dans les campagnes, et les partis sociaux-

démocrates et staliniens sortent de leur chapeau l'Union populaire, c'est-à-dire le Front populaire à la chilienne : « Du point de vue des intérêts de classe majoritaires qui constituent le peuple dans l'acceptation la plus large du terme, et partant du caractère des transformations sociales qui sont à l'ordre du jour, nous avons besoin d'un gouvernement qui s'appuie sur toutes les forces avancées de la société et qui n'ait seulement contre lui que les secteurs les plus réactionnaires. » (Corvalan, secrétaire général du PC, octobre 1968.) Ce qui est concrétisé en décembre 1969 par l'UP à laquelle tous les principaux partis participent, sauf la DC. Son programme est clair : pour « préparer l'édification du socialisme à la chilienne », il n'est pas question de « détruire » mais de « transformer les actuelles institutions », à commencer par le noyau de l'appareil d'Etat qui, comme on le sait, détient le monopole de la violence légitime : « La police doit être réorganisée afin qu'on ne puisse plus l'utiliser comme organe de répression contre le peuple et qu'elle serve, au contraire à le défendre. » De même « il est nécessaire d'assurer aux forces armées les moyens matériels et techniques pour faciliter leurs missions de maintien de l'ordre et de protection des propriétés », etc. Le reste du programme est constitué du panel habituel de promesses électorales pour améliorer « la condition du peuple » sur fond de diatribes nationalistes.

En 1970, le candidat à l'élection présidentielle est Allende, le principal dirigeant du PS. La défaite de la DC, énorme dans les zones industrielles, soulève l'enthousiasme et génère d'énormes illusions sur l'UP. L'UP n'ayant pas obtenu la majorité suffisante, la DC engage des pourparlers avec elle. En échange de la ratification de l'élection d'Allende à la présidence, elle réclame qu'il accepte le « statut de garantie des libertés ». L'UP accepte le statut qui liquide déjà pas mal d'articles de son programme initial : ainsi les hauts fonctionnaires détestés par la population, mis en place par les régimes précédents, sont inamovibles ; l'Etat favorise l'enseignement catholique ; le gouvernement s'engage à ne pas modifier le système de propriété, à entraver toute tentative de la population à créer des groupes d'autodéfense contre les exactions des propriétaires et des flics, etc. Evidemment l'UP lâche du lest : par exemple la sécurité sociale est élargie à tous les salariés et elle nationalise les entreprises dont les patrons sont particulièrement hais. Mais c'est bien tout. Avec la collaboration des appareils syndicaux, l'UP institue des comités de production dans les entreprises nationalisées pour « accroître la production » et entraver les grèves qui, comme l'affirmait Thorez à la Libération, deviennent « l'arme de la réaction pour saboter la reconstruction de l'économie ». La suite des événements montrera que l'UP va de concessions en concessions faites aux capitalistes et aux gestionnaires de l'Etat restés pour l'essentiel en place, au point que, dès juin 1972, elle décrète « la pause » et que le ministre communiste de l'économie, Millas, parle de « dénationalisation ». La police est chargée de

faire appliquer les décrets de « dénationalisation » à coup de matraques et même de flingues contre les prolétaires de la ville et de la campagne qui occupent de plus bel les usines et les latifundias.

En juin 1972, les délégués de quinze usines forment le premier « cordon industriel », Cerillos-Maipu, associant les ouvriers de ce faubourg industriel de Santiago aux paysans des zones agricoles environnantes. Dans leur plate-forme, ils réclament l'expropriation de toutes les entreprises prévues dans le programme de l'UP, c'est-à-dire en réalité leur nationalisation sans indemnisation, ce qui révèle les limites de leurs objectifs. Bientôt des cordons industriels apparaissent dans les principales banlieues industrielles. Ils prennent la production des biens de première nécessité en main et organisent la résistance, parfois armée, contre les actes de terreur que les propriétaires provoquent dans les secteurs industriels. Les cordons apparaissent ailleurs et se généralisent même dans les campagnes proches.

En quelques semaines, la situation sociale et politique est bouleversée. A l'offensive de forces traditionnelles réactionnaires, à la complicité à leur égard du gouvernement de l'UP, a répondu avec force et avec détermination l'action et l'organisation spontanées des pauvres des villes et aussi des campagnes. En riposte à la multiplication des luttes, des cordons, des comités d'approvisionnement, des groupes d'autodéfense, etc., le 30 octobre 1972, Allende annonce la constitution de son gouvernement civilo-militaire. Ce cabinet, mis en place le 3 novembre, comprend à la fois des leaders de la CUT et des officiers supérieurs. Prats, général en chef de l'armée, devient ministre de l'Intérieur et vice-président tandis que l'amiral Huerta et le général Sepulveda sont nommés aux Travaux publics et aux Mines. Le président et le secrétaire de la CUT obtiennent, eux, les postes de l'Agriculture et de l'Education. Le 21 octobre 1972 déjà, le Parlement avait adopté la « loi de contrôle des armements » qui va servir de base, quelques mois plus tard, à la préparation à la vue de tous du coup d'Etat de juin 1973.

Le 29 juin 1973, les troupes du 2e régiment blindé du général Souper se concentrent face à la Moneda, mais le putsch échoue devant l'imposante mobilisation des prolétaires qui occupent les usines, érigent des barricades, forment des groupes armés, etc. Des mutineries éclatent dans l'armée et la marine contre les putschistes alors même que le PS, le PC, la CUT et même le MIR guévariste appellent les révoltés en uniforme à ne pas mettre bas la hiérarchie militaire et à « respecter les officiers » !

Au lendemain du putsch avorté, Allende déclare : « Nous avons fait confiance, nous faisons et nous continuerons à faire confiance aux forces armées. Le programme de l'Unité

populaire établit qu'il n'y aura pas d'autres forces armées, et je l'ai répété à satiété, que celles prévues par la Constitution et les lois. » A la suite de quoi, le 7 août, 800 marins, qui avait organisé la résistance lors du coup d'Etat du 29 juin, sont arrêtés, torturés, fusillés et parfois jetés à la mer à Valparaiso par les officiers et les prétoriens de la police militaire.

Le 11 septembre 1973, c'est le coup d'Etat. Qu'Allende soit tombé sous les balles des tueurs de Pinochet ne le blanchit pas pour autant. Le coup d'Etat fut en quelque sorte le dénouement de la politique contre-révolutionnaire portée par Allende lui-même, par l'ensemble de l'UP, en n'oubliant pas le rôle néfaste du MIR, l'exemple même du parti castriste qui joua toujours au soutien critique de l'UP, quitte à entraver les révoltes et même à abandonner les révoltés, dans l'armée et ailleurs, aux mains de la hiérarchie militaire. Particulièrement à Valparaiso. Faut-il rappeler que, en accord avec Castro, donc avec l'URSS, il proclama : « Nous soutenons que la victoire électorale de la gauche représente pour le peuple des pas immenses sur le chemin de la conquête du pouvoir, qu'elle favorise objectivement le développement de la voie révolutionnaire au Chili. Comme nous l'avons dit en mai et en août, nous avons développé notre appareil militaire naissant, et nous l'avons mis au service d'une éventuelle victoire électorale de la gauche. » (MIR, octobre 1970).

**Notes de Julius lors de la discussion sur la situation au Chili,
septembre 1983**